



Villes
au Carré
Centre - Val de Loire

Libre COURS #1

ENTRETIEN / SEPTEMBRE 2018



Le premier Libre cours s'est déroulé au CRIJ à Orléans, le 6 septembre 2018. Inscrit dans le cadre d'une rencontre du réseau régional des formatrices et formateurs du plan « Valeurs de la République et Laïcité », animé par la DRDJSCS Centre-Val de Loire avec l'appui du Centre de ressources Villes au Carré, il a rassemblé 60 professionnels de la politique de la ville et des politiques territoriales (services de l'État et des collectivités, associations, bailleurs sociaux ...)

Adil Jazouli, sociologue, était invité pour sa connaissance profonde des quartiers populaires qu'il a investis dès le début des années 80. Le « vivre ensemble », au cœur de ses observations et recherches, a été fortement mis en question par les attentats perpétrés en 2015. L'onde de choc provoquée par l'attaque contre les journalistes de Charlie Hebdo et les clients de l'hyper casher, en janvier, a bouleversé chacun·e et chacun, laissant des séquelles dans les relations humaines. De ce choc, « de ce point de bascule pour notre société » est né un roman « Marie, Meriem, Myriam, trois françaises, un attentat » étayé par une approche sociologique rigoureuse, rendue accessible par le moyen de la fiction.



À propos de Libre cours

Dans ces rencontres, Villes au Carré donne la parole à un·e chercheur·euse ou un·e expert·e pour exposer ses analyses ou recherches liées à des sujets de cohésion sociale ou spatiale.

Ce temps d'entretien et d'échanges s'inscrit dans les actions engagées par Villes au Carré pour éclairer l'actualité et croiser les points de vue entre acteurs publics et privés de la politique de la ville et du développement territorial.



DRDJSCS Centre-Val de Loire, Loiret
Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale



ADIL JAZOULI,

SOCIOLOGUE, CONSEILLER-EXPERT AU CGET

« Ce qui se passe dans les quartiers populaires concerne tout le monde, c'est un précipité chimique de toutes les difficultés que rencontre notre société et de tous les espoirs qu'elle nourrit d'un vivre ensemble encore possible ».

Évoquant les changements majeurs dans les quartiers populaires au cours des 30 dernières années, Adil Jazouli pointe trois faits préoccupants : la réduction de la diversité ethnique et sociale dans ces quartiers, l'absence de vision et/ou de volonté de faire participer ces quartiers et leurs populations au développement des territoires, l'évolution des rapports entre religieux et identitaire. Il souligne aussi ce qui à ses yeux constitue des évolutions positives, en parlant du rôle des femmes, de l'intégration des populations immigrées et de la jeunesse de ces quartiers.

Les quartiers de la PDV sont le miroir de la société

« Les quartiers se sont ethniciés dit-il, on a affaire à des ghettos, c'est un constat, pas un jugement : une population, une religion s'imposent dans certains quartiers ». Pour Adil Jazouli « cet enfermement identitaire n'est bon pour personne et cela fait partie des enjeux fondamentaux des politiques de la ville et de l'habitat de réintroduire de la mixité sociale et fonctionnelle dans ces quartiers ». Cet objectif est cependant très difficile à atteindre puisque celles et ceux qui réussissent quittent ces quartiers ; n'y restent dit-il que les populations qui ne peuvent pas en partir. Cette situation n'est pas identique partout, mais elle est très présente dans les grandes agglomérations urbaines.

Sortir de la politique de la ville par le haut

« J'aimerais bien voir la PDV disparaître, ce serait la preuve que l'on a réussi à passer le relais aux collectivités locales et aux ministères de droit commun pour agir autrement dans ces quartiers »

Adil Jazouli rappelle qu'à l'origine, ces quartiers –les ZUP- qui apparaissent encore comme extra-territoriaux, ont été imposés par l'État, construits aux franges des villes. Dès lors, il était logique pour les communes de penser que la gestion de ces ensembles d'habitat social incombait à 100% aux bailleurs sociaux et à l'État. Cette trace originelle ne s'est pas complètement effacée.

À ses débuts la PDV était pensée comme une politique conjoncturelle, le temps que les politiques publiques de droit commun prennent le relais. Nous sommes 40 ans plus tard... « si les politiques publiques étaient correctement menées, la politique de la ville n'aurait plus de raison d'être. La politique de la ville est à la fois une chance et un handicap pour les quartiers, il faut sortir par le haut de la politique de la ville en faisant partager notre passion républicaine pour ces quartiers et l'espoir qu'ils représentent pour tous ».

L'évolution de ces quartiers, dont la complexité ne peut se résumer en quelques phrases, est aussi positive si l'on considère la place prise par les femmes dans la vie sociale et l'espoir que représente la jeunesse de ces quartiers pour notre société tout entière. Aujourd'hui, le constat s'impose dit-il que même dans un contexte difficile, en période de crise économique, « à marée basse », les capacités d'intégration de la société française sont plus grandes que ce que l'on croit. En témoigne particulièrement le nombre de personnes recrutées pour leurs compétences dans l'ensemble des secteurs d'activité publics et privés et l'émergence d'une classe moyenne, plus nombreuse mais moins visible que les populations qui restent assignées à résidence, car en s'intégrant, elle se disperse dans le tissu urbain des villes. « On est dans une poussée de l'intégration plus forte que ce qu'on peut imaginer ».

La jeunesse des quartiers, un potentiel pour notre société

La jeunesse se définit en sciences sociales comme la période entre la sortie de l'adolescence et celle de l'âge adulte, matérialisée par la prise d'autonomie et l'entrée sur le marché du travail. « Cette période était assez courte précédemment, aujourd'hui, on en prend pour longtemps, parfois jusqu'à 30 ans ! » dit-il,

Les jeunes dans les quartiers ne sont pas les mêmes qu'auparavant, il y a une diversité plus grande qu'il y a 30 ans. On voit en particulier qu'une partie de cette jeunesse, héritière de l'immigration, s'est « ubérisée » : le modèle libéral de l'entrepreneuriat et de la réussite individuelle lui convient bien : 4 000 jeunes sont salariés d'Uber dans le département 93, en attendant de former d'autres projets. Dans les années 80, tout le monde, en parlant de la jeunesse employait l'expression de « génération sacrifiée ».

Dans les quartiers, l'engagement des femmes est le moteur de la vie sociale

À rebours de ce qui est souvent exprimé, Adil Jazouli souligne en premier lieu que la place et le rôle des femmes dans les quartiers ont évolué très positivement. Il y a 30 ans, dit-il, on ne les rencontrait qu'à l'école ou à la maison. Aujourd'hui on ne voit plus qu'elles dans l'espace social : elles gèrent les associations de quartier,

elles occupent les fonctions d'adulte-relais [emplois féminins à 90%], elles tiennent les rôles de médiation, sont présentes dans les conseils citoyens...

Les femmes supportent une grande partie des structures qui maintiennent la vie sociale dans les quartiers et se chargent du poids des difficultés que l'on y rencontre au quotidien et qui souvent les dépassent. Leur engagement est essentiel et pourtant dit Adil Jazouli, elles ne sont pas formées pour ça et ont besoin d'être épaulées pour ne pas s'épuiser. Il appelle à être très vigilant sur cette question.

Les attentats terroristes, un révélateur de fractures profondes

Avec son dernier livre [et son premier roman], Adil Jazouli, analyse les répercussions individuelles et collectives des attentats commis en janvier 2015 : défiance vis-à-vis de l'Islam, remise en cause des valeurs de la République et du principe de laïcité, crispations, peur et ressentiment, basculements identitaires...

Il souligne que mises à part la manifestation citoyenne -à laquelle tout le monde n'a pas participé- ou la minute de silence- que tout le monde n'a pas faite- il n'y a pas eu de catharsis après les premiers attentats.

Les auteurs de ces attentats, souvent des jeunes français issus de l'immigration, que ce soit en France ou en Belgique, ne sont pas, dit-il, mus par des difficultés d'intégration [certains étaient même bien intégrés], mais par leur adhésion à une idéologie. Il réfute fermement le « défaut d'intégration », le sentiment d'oppression, de discrimination ou la manipulation [prédicateurs, internet], pour expliquer le passage à l'acte terroriste⁴ au nom d'un Islam mortifère : « ce sont des explications commodes qui permettent de mettre à distance « ces monstres », de chercher une excuse sociologique à l'innommable, à nier à ces jeunes leurs capacités d'assumer leurs choix et leurs actes, à les infantiliser pour ne pas voir leurs reflets dans nos propres miroirs »⁵. Ces actes terroristes appellent des réponses répressives sans débat, sans discussion.

Il indique que la diminution du nombre de victimes d'attentats sur le sol national ne doit pas conduire à

⁴ Adil Jazouli participe avec plus de 150 chercheurs du monde entier au Panel international pour la sortie de la violence lancé en 2016 par la Fondation maison des sciences de l'homme et organisé en 10 groupes de travail thématiques : radicalisation ; déradicalisation ; salafisme et Jihadisme ; indépendantisme, séparatisme et construction de l'État ; histoire et mémoire ; politiques publiques ; réconciliation et justice ; femmes et violence ; reconstruction de l'individu ; Etat fort/Etat faible et violence. <http://www.ipev-fmsh.org/>

⁵ « Pourquoi il y aura encore des attentats » Adil Jazouli, 6 septembre 2017 <https://blogs.mediapart.fr/adil-jazouli/blog/060917/pourquoi-il-y-aura-encore-des-attentats>

penser qu'il n'y a pas de problèmes ⁶. « Il y a en France des mouvements qui posent des bombes dans la tête des gosses et une population qui ne vit plus selon nos valeurs, c'est une sécession qui ne dit pas son nom ». Il ne s'agit pas d'une situation de danger sécuritaire mais de danger culturel, « une métastase qui touche une population entière » ajoute-t-il, « on est dans l'entre-soi et cela fait système, cette ghettoïsation urbaine est un gros problème ».

En conséquence, toutes les politiques de prévention primaire [éducatives, culturelles, sportives, de formation...] qui contribuent à « déminer les esprits » doivent être soutenues dans les quartiers. C'est l'une des missions de la politique de la ville. À la question d'un participant sur ce que pourraient être idéalement les lignes de force de la politique de la ville, Adil Jazouli répond sans hésiter qu'il mettrait 100% des moyens sur la culture pour l'ouverture qu'elle propose et les liens qu'elle cimente, l'intelligence et la sensibilité auxquelles elle fait appel.

⁶ Plan d'action contre le terrorisme PACT- 13 juillet 2018 <http://www.sgdsn.gouv.fr/uploads/2018/07/plan-d-action-contre-le-terrorisme-v8.pdf>

Biographie

Adil Jazouli est conseiller -expert auprès du Commissaire délégué au Commissariat Général à l'Égalité des Territoires, il est par ailleurs chercheur à la Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme à Paris et au Cevipof, centre d'études politiques de sciences Po Paris. Né au Maroc en 1955, arrivé en France en 1974, il est l'un des premiers sociologues à avoir investi le terrain des banlieues et des quartiers populaires dès le début des années 80 notamment au sein du CADIS/EHESS. En 1990 il crée et dirige « Banlieuescopies », programme d'observation et d'évaluation des politiques publiques dans les banlieues. Il rejoint le ministère de la ville en 1997, où il occupe plusieurs fonctions liées aux études et à la recherche et où il participe notamment à la création de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles. Il est reconnu comme l'un des meilleurs spécialistes des banlieues populaires et des politiques publiques qui s'y déploient. Il est par ailleurs engagé depuis longtemps dans des mouvements associatifs et civiques. Il est l'auteur de nombreux articles, communications et interventions, et il a publié plusieurs ouvrages sur les banlieues et les quartiers populaires.

Publications Récentes

- **Politique de la ville et quartiers populaires** : bibliographie analytique et sélective - Avril 2018- CGET
- **Marie, Meriem, Myriam. Trois Françaises, un attentat.** Éditions La boîte à Pandore, 2017
- **Pourquoi il y aura encore des attentats.** Article- Septembre 2017 - Blogs Médiapart
- **Banlieues populaires : le feu, la braise et la cendre.** Article-Novembre 2015 - Blogs Médiapart
- **Novembre 2005, dix ans après les émeutes.** Actes du colloque des 19 et 20 octobre 2015 à Sciences Po. Paris. Avec Madani Cheurfa et Henri Rey [dir].
- **Pour une histoire politique de la politique de la ville.** Avec Henri Rey - Éditions de l'Aube, 2015. <https://hal.archives-ouvertes.fr>
- **La marche pour l'Égalité : une histoire dans l'histoire.** Avec Toumi Djaidja -Éditions de l'Aube, 2013.
- **Dossier : Questions à la politique de la Ville.** Avec Antoine Loubière. Revue Urbanisme. 2011. www.urbanisme.fr

LIBRE COURS #1 | Septembre 2018

Directrice de publication : Cécile Dublanche • Rédaction : Marie-Noëlle Pinson

• Conception graphique : Margaux Jourdain • Photographies : Villes au Carré



Villes au Carré

4 allée du Plessis 37 000 TOURS
02 47 61 11 85
contact@villesaucarre.org
www.villesaucarre.org

Nos partenaires financeurs



DRDJSCS Centre-Val de Loire, Loiret
Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

